



# Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement

Documents officiels

8<sup>e</sup> séance

Lundi 29 juin 2009, à 10 heures

New York

*Président* : M. d'Escoto Brockman ..... (Nicaragua)

*En l'absence du Président, M<sup>me</sup> Ochir (Mongolie),  
Vice-Présidente, assume la présidence.*

constamment prononcées pour un cadre de concertation plus large et plus représentatif.

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 8 de l'ordre du jour** (*suite*)

**Débat général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement :**

**a) Échange de vues général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement**

Notre réunion prend donc un relief tout particulier. La crise, par son ampleur, nous offre aujourd'hui l'opportunité de revisiter le système économique et financier international actuel. Bien plus, elle nous permet de concrétiser, à travers de nouveaux engagements, la vision d'un monde plus solidaire, dont l'avènement tant souhaité ne peut se fonder que sur l'action concertée.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) :  
Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation congolaise.

En avril dernier, le Sommet du G-20, réuni à Londres, avait unanimement approuvé un train de mesures visant à apporter des solutions structurelles et durables aux déséquilibres constatés. Un mois auparavant, la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain, le précédait en adoptant des propositions qui s'inscrivent dans la perspective d'une remise à plat du système financier international. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

**M. Balé** (Congo) : La délégation congolaise, par ma voix, adresse au Président de l'Assemblée générale ses félicitations pour son engagement, sa détermination tout au long du processus qui a conduit à la tenue de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement. Cette conférence est venue répondre à la volonté légitime de tous les États Membres de l'ONU de s'investir dans une quête commune de solutions justes, équitables et durables.

La présente Conférence devra, de ce point de vue, marquer le point de départ d'une nouvelle évolution en mettant en place les conditions nécessaires et indispensables à une refondation que, depuis de nombreuses années, bien des pays, en particulier les pays en développement, ne cessent d'appeler de tous leurs vœux.

En effet, depuis l'annonce de la réunion du G-20 consacrée à la crise financière mondiale, en automne 2008 à Washington, de nombreuses voix se sont

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

09-38517 (F)



Merci de recycler

À cet égard, nous nous félicitons des efforts fournis par les États membres lors des négociations qui ont favorisé l'émergence du consensus sur le document final de la Conférence. Il est évident qu'à mi-parcours de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notre succès dépend en grande partie des choix que nous faisons aujourd'hui. Nous saluons donc ce cadre d'action, et nous voyons dans les mesures systémiques qu'il met en avant, un rempart salutaire contre l'incertitude et les désordres qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui.

Il conviendrait toutefois de préciser la nature des mesures à prendre tant au niveau mondial qu'à celui de l'Afrique et des autres régions, aussi bien au niveau des politiques publiques pour l'implication de toutes les parties prenantes que des populations elles-mêmes, en vue de leur mobilisation à des fins de solidarité internationale responsable et coordonnée.

De même, au moment où se développe une mobilisation générale autour de cette crise, nous ne pouvons que fonder l'espoir de voir cette dynamique s'ouvrir sur l'instauration d'un système économique équitable et bénéfique à tous les peuples du monde. C'est ici que nous prenons toute la mesure de l'importance et de l'intérêt du plaidoyer pour une nouvelle gouvernance mondiale, et, au-delà, nous voudrions souligner l'urgence qu'appelle sa mise en œuvre effective. C'est dire toutes les attentes que nous plaçons sur une coopération participative et ouverte à tous, car, comme nous avons eu l'occasion de le dire à d'autres occasions, la refondation du système financier international doit être l'affaire de tous.

À des degrés divers, tous les pays sont touchés par la crise, et encore plus les pays africains, malgré leur position marginale dans le commerce mondial. L'Afrique, par la vulnérabilité de son économie, subit les conséquences d'une crise dont elle n'est pas responsable, alors même qu'elle amorçait un tournant sur la voie de la croissance et de la réduction de la pauvreté, quoique pour bon nombre de pays africains, les objectifs du Millénaire pour le développement restent encore un défi majeur.

Cette situation déjà aggravée par la conjonction des crises énergétique, alimentaire et autres changements climatiques, est exacerbée par la dépréciation des prix des matières premières et leurs incidences néfastes sur les recettes d'exportation. Les recettes d'exportation sont un puissant levier financier pour nos économies en construction.

Par son extraversion, l'économie congolaise est plus qu'exposée aux chocs exogènes, et la crise a dévoilé son extrême vulnérabilité. En effet, du fait de la nature de ses échanges avec les pays développés gravement affectés par la crise financière, mon pays a vu tout un secteur entier, précisément le secteur forestier, perdre jusqu'à 50 % de son activité, avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en découlent.

Par ailleurs, la très forte dépendance vis-à-vis du pétrole, l'insuffisance des infrastructures de base, le fardeau de la dette, le niveau élevé des coûts des facteurs de production et le faible niveau de financement de l'économie par un secteur bancaire pourtant restructuré constituent autant des défis que le Gouvernement s'emploie à relever. Ainsi, les progrès réalisés au cours de ces 10 dernières années, ont permis d'obtenir une forte croissance avec des taux recommandés pour la réduction de la pauvreté. Malheureusement, en raison des facteurs exogènes qui ont détérioré les équilibres macroéconomiques, il nous a fallu revoir nos objectifs de croissance à la baisse.

Pour contenir les incidences perverses de la crise, notamment son coût social et humain élevé, le Gouvernement congolais a mis en œuvre plusieurs mesures. Ces efforts consentis par mon gouvernement nécessitent un appui plus marqué de la communauté internationale, en particulier des pays développés, sans préjudice des engagements qu'ils ont contractés antérieurement et qui attendent plus que jamais d'être honorés.

Il a été solennellement reconnu, et nous réaffirmons ici, que la protection des forêts du bassin du Congo est cruciale tant pour le développement économique durable des pays constituant le bassin que pour la communauté internationale. C'est pourquoi, en cette période de crise financière, ma délégation voudrait souligner la nécessité de persévérer dans la recherche et la poursuite de financements adéquats à la préservation du bassin du Congo, deuxième poumon écologique du monde.

La réponse à cette crise ne peut être que mondiale. C'est pourquoi dans le cadre de cet effort global, il faudrait réinvestir l'ONU dans le rôle que lui confère la Charte, notamment dans la résolution des problèmes internationaux d'ordre économique et social. Aussi devrions-nous préconiser un système des Nations Unies plus fort jouant un rôle pivot dans la coordination de la coopération internationale.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de l'État plurinational de Bolivie.

**M. Solón-Romero** (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Je voudrais commencer ma déclaration en évoquant la grave situation au Honduras, sur laquelle nous ne pouvons pas fermer les yeux. Tous les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes ont condamné le très grave coup d'État survenu hier et exigent le rétablissement du Président Zelaya dans ses fonctions. Or, malgré l'isolement dans lequel se trouvent les putschistes et malgré le rejet de la communauté internationale, on déplore déjà une première victime. Si l'on ne parvient pas rapidement à rétablir le président légalement élu, M. Zelaya, la situation risque de se détériorer de façon vraiment regrettable dans la République sœur du Honduras. C'est la raison pour laquelle l'État plurinational de Bolivie et les pays de la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine ont demandé de toute urgence la convocation immédiate d'une séance sur la question du Honduras.

Pour ce qui est de la question qui nous occupe aujourd'hui, la principale réussite de cette Conférence aux yeux de l'État plurinational de Bolivie a été de montrer aux élites qui contrôlent les centres de pouvoir qu'elles sont responsables de la crise et qu'elles ne peuvent pas continuer à ignorer la grande majorité du monde. Cette Conférence est le triomphe de la participation démocratique face au despotisme du consensus de Washington des dernières décennies.

Nous tenons d'emblée à souligner que cette crise financière n'est pas une crise cyclique; il s'agit d'une crise structurelle et systémique qui exige des réponses de fond et pas seulement des mesures conjoncturelles. Ceux qui croient que, grâce à des injections budgétaires et à quelques mesures de réglementation, nous retournerons à nos affaires comme si de rien n'était: il ne s'agit pas ici d'un manque de réglementation du système, mais bien d'une partie intégrante du système capitaliste qui spéculé sur tous les biens et valeurs afin d'obtenir le plus de gains possibles.

La concurrence et la soif de profit sans fin du système capitaliste détruisent notre planète. Pour le capitalisme, nous ne sommes pas des êtres humains mais des consommateurs. Pour le capitalisme, la Terre mère n'existe pas; il n'existe que des matières premières.

Le capitalisme est la source des asymétries et des déséquilibres dans le monde. Il débouche sur le luxe, l'ostentation et le gaspillage pour quelques personnes, alors que des millions meurent de faim dans le monde. Aux mains du capitalisme, tout devient marchandise: l'eau, la terre, le génome humain, les cultures ancestrales, la justice, l'éthique et la vie elle-même. Tout, absolument tout, se vend et s'achète au sein du capitalisme. Même les catastrophes naturelles sont devenues prétexte à commercer.

Les peuples et les gouvernements des Nations Unies se trouvent face à une alternative capitale: poursuivre sur la voie du capitalisme et de l'exclusion ou s'engager sur la voie d'un nouveau modèle de respect de la vie et d'harmonie avec la nature.

Nous, pays pauvres du Sud, ne pouvons pas continuer de payer pour les graves erreurs des pays riches du Nord, qui ont provoqué cette crise. Le grand paradoxe et la grande injustice, c'est qu'à l'heure actuelle, l'argent sort des pays les plus pauvres pour aller dans les pays les plus riches. Ceci est inadmissible. Celui qui doit payer la facture pour cette crise, c'est le coupable et non pas la victime. Les pays développés doivent assumer les conséquences et payer la facture pour avoir provoqué cette catastrophe causée par le néolibéralisme dans le monde.

C'est pour cela que nous estimons, premièrement, que pour dédommager les pays en développement de la catastrophe économique et financière qu'ils ont provoquée, il faut que les pays développés consacrent au moins 1 % supplémentaire de leur produit intérieur brut à la création d'un fonds permettant d'atténuer les graves conséquences de la crise financière sur les pays en développement. Nous parlons ici d'un véritable fonds de dédommagement et d'indemnisation pour les pays en développement. Les pays en développement ont besoin de nouvelles ressources qui seront investies pour créer des emplois et pas seulement pour stabiliser la balance des paiements comme l'envisage le Groupe des Vingt.

Deuxièmement, il est essentiel d'ouvrir immédiatement et unilatéralement les marchés aux produits manufacturés des pays en développement les plus touchés par la crise économique. La crise ne peut attendre la conclusion du Cycle de Doha. Le Nord doit cesser de promouvoir des traités de libre-échange qui ne font que provoquer des troubles sociaux dans nos pays et il doit ouvrir ses marchés en guise de

compensation pour les dommages occasionnés par cette crise.

Troisièmement, il est essentiel d'annuler la dette extérieure des pays en développement les plus lésés par la crise. Si votre créancier met le feu à votre boutique, la moindre des choses qu'il puisse faire est d'annuler votre dette. Une façon de remédier à la situation économique des pays en développement les plus touchés par la crise est d'annuler immédiatement ladite dette.

Quatrièmement, il faut supprimer toutes les conditionnalités pour les prêts et l'assistance aux pays en développement. Nous ne pouvons accepter que l'on maintienne ou que l'on crée de nouveaux types de conditionnalités pour essayer de discipliner l'économie de nos pays, comme cela avait été le cas à l'époque du consensus de Washington.

Cinquièmement, nous devons mettre au point un nouveau système de réserves internationales indépendant du dollar ou des autres devises dominantes afin de protéger les pays en développement des fluctuations et des spéculations monétaires des pays du Nord. Nous, pays en développement, devons cesser de financer le Nord et commencer à utiliser nos réserves pour mobiliser davantage de ressources afin de sortir de la crise et de parvenir à une croissance durable.

Sixièmement, les pays en développement doivent avant tout miser sur l'intégration, sur l'union des pays du Sud afin d'élaborer leurs propres systèmes, tels que la Banque du Sud, les transactions en monnaies nationales, le Système unitaire de compensation régionale (SUCRE), la Banque de la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine, Petrocaribe et beaucoup d'autres expériences régionales en cours dans différentes parties du monde.

Septièmement, il est fondamental de garantir aux pays en développement l'espace politique nécessaire pour qu'ils puissent prendre des mesures commerciales et financières destinées à garantir le droit à l'alimentation, au travail, à la santé, à l'énergie, à l'eau, au crédit et à tous les services de base. Ne confondons pas le protectionnisme des requins avec le protectionnisme des sardines. Les pays en développement doivent pouvoir prendre des mesures commerciales pour éviter la pénurie ou la hausse des prix des produits alimentaires, conséquences de cette crise financière.

Huitièmement, l'autre aspect capital est la restructuration totale du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce. Ces institutions sont responsables de la crise, elles ont échoué et nécessitent d'être transformées. Elles ne sauraient se réformer toutes seules, comme d'aucuns le suggèrent. Si elles le faisaient, il ne s'agirait que d'un déguisement. C'est pourquoi il est essentiel que l'ONU joue un rôle déterminant dans l'évaluation, le suivi et la restructuration de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce. Au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies nous avons tous le même poids, or ce n'est pas le cas dans les institutions de Bretton Woods où seules quelques puissances contrôlent les décisions prises.

Neuvièmement, la crise financière a montré que le libre-échange et le libre jeu des forces du marché sont incapables d'autoréglementation. Ce sont nos États, avec l'aide de la participation démocratique de nos sociétés, qui doivent planifier l'avenir du monde et empêcher que le libre arbitre du marché ne provoque davantage de chaos, de déséquilibres et d'injustices. Dans ce cadre, nous avons besoin de nouvelles institutions pour la planification, la réglementation et la supervision d'une économie fondée sur les principes de solidarité, de justice et les droits de notre Terre nourricière et de tous les êtres vivants.

Pour terminer, nous sommes convaincus que le facteur clef et déterminant pour sortir de la crise ne se trouve ni dans les institutions, ni dans la technocratie ni même dans les gouvernements en tant que tels, mais dans la capacité de nos peuples de s'organiser, de se mobiliser et de collaborer au niveau international.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, j'informe les membres qu'au regard de la situation au Honduras et à la demande de plusieurs États Membres, le Président de l'Assemblée générale convoquera aujourd'hui lundi 29 juin 2009, à midi, la 91<sup>e</sup> séance plénière de l'Assemblée afin d'examiner le point 20 de l'ordre du jour, intitulé « La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement ».

Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation tadjike.

**M. Aslov** (Tadjikistan) (*parle en russe*) : Tout d'abord, je voudrais, au nom de la délégation de la République du Tadjikistan, exprimer notre satisfaction au Président de l'Assemblée générale et au Secrétariat pour les efforts qu'ils ont consacrés à l'organisation de cette conférence très importante. Je nous souhaite à tous plein succès.

Pendant les six mois qui se sont écoulés depuis la Conférence de Doha sur le financement du développement, la communauté internationale a pris des mesures concrètes importantes aux niveaux mondial, régional et national pour s'employer à atténuer l'incidence de la crise. Nous appuyons ces efforts et reconnaissons que la solution à tout problème mondial, y compris l'actuelle crise économique et financière, nécessite des actions mondiales et coordonnées. Cependant, il est évident que les pays en développement, notamment les pays à faible revenu et les pays sans littoral, restent encore les plus vulnérables face aux défis de la crise économique et financière.

Aujourd'hui, en raison de la crise économique et financière mondiale, l'économie tadjike rencontre de graves difficultés, notamment une augmentation constante des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Cela a rendu la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement difficile pour le Tadjikistan. La situation macroéconomique continue également de se dégrader. Selon les prévisions pour l'année 2009, les revenus auraient dû augmenter de 20 à 25 %, conformément aux indices budgétaires décidés au début de l'année. Le Gouvernement tadjik a alors dû réviser le budget national mais il a maintenu au même niveau les dépenses allouées au secteur social. Pour le Tadjikistan, qui a connu ces dernières années d'autres difficultés à cause de la crise énergétique et alimentaire mondiale et d'un nombre toujours croissant de catastrophes naturelles, il est extrêmement compliqué d'atténuer l'incidence de la crise financière et économique.

Mon gouvernement a mis en place un plan de lutte contre la crise à court terme. Ces mesures visent à garantir la stabilité macroéconomique et du secteur réel et à promouvoir le développement du secteur privé, en soutenant le marché du travail et les travailleurs migrants concernés et en assurant à la population une aide sociale en ces temps de crise financière. Bien sûr, sans aide de la communauté internationale, de l'ONU et d'autres organisations et institutions financières

régionales et internationales, il sera difficile de surmonter les problèmes actuels.

L'une des tâches les plus urgentes est de veiller au développement du pays par la mise en place de conditions propices à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, au traitement des matières premières locales et à l'élargissement des capacités de production locales. Le Tadjikistan dispose de suffisamment de matières premières et de ressources naturelles pour assurer le développement efficace de son économie, mais raviver la production locale, y compris l'utilisation des ressources naturelles nationales, nécessite d'énormes capitaux d'investissement. Or il se trouve que des raisons externes empêchent le Gouvernement de mobiliser suffisamment de ressources internes pour faire face à la crise.

C'est pourquoi le Gouvernement tadjik s'intéresse à une coopération avec les pays partenaires, les pays donateurs et les organisations internationales pour développer et mettre en place des projets qui pourraient avoir une incidence réellement positive sur l'économie du pays et pourraient être mutuellement avantageux. Tout d'abord, nous nous tournerons vers des projets de développement des ressources hydroélectriques du Tadjikistan. L'approvisionnement suffisant en énergie des secteurs économiques et de la population du pays est la clef pour assurer le développement. La capacité hydraulique annuelle du Tadjikistan est estimée à 527 milliards de kilowattheure; seuls 5 % de cette capacité sont actuellement utilisés.

Nous sommes sûrs qu'une dizaine de pays de par le monde qui possèdent pourtant des ressources considérables pour assurer le développement de leurs économies réelles manquent de la capacité financière suffisante pour les exploiter et donc garantir leur propre développement. À cet égard, nous suggérons que les organisations internationales et les pays développés prennent les mesures nécessaires pour appuyer les projets et programmes des pays en développement, notamment des pays à faible revenu, qui seraient véritablement profitables pour leur développement.

À l'initiative de l'ONU et avec son aide, le Tadjikistan a défini une stratégie de développement nationale pour la période allant jusqu'à 2015, sur la base des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons aussi adopté une stratégie

de réduction de la pauvreté qui prévoit la réalisation d'un taux annuel de développement économique acceptable et une réduction de moitié de la pauvreté. Cependant, à cause de la crise mondiale actuelle, la capacité de financement gouvernementale a été considérablement réduite et il n'est pas certain que nous puissions mettre en œuvre entièrement et en temps voulu notre stratégie de développement national et notre stratégie de réduction de la pauvreté.

Il faut donc revoir de toute urgence les efforts déployés pour mettre en œuvre ces stratégies nationales. À cet égard, ma délégation saisit de nouveau cette occasion pour demander aux organismes des Nations Unies, aux institutions financières internationales et aux États donateurs de participer à l'organisation d'une conférence dans notre capitale, Douchanbé, en vue d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces grandes stratégies et d'aider à les poursuivre.

Il est essentiel d'adopter une approche sociale dans nos efforts face à la crise économique et financière. Cependant, nous ne devons pas ignorer les possibilités que représentent l'investissement direct et le commerce. Une fois que l'on aura donné à ces instruments de développement un nouvel élan, le processus de sortie de cette crise pourra s'accélérer, et la justice, la transparence et les intérêts de divers pays dans ce processus pourront être respectés.

Dans sa déclaration lors de la conférence de Doha sur le financement du développement, le Président du Tadjikistan, Emomali Rahmon, a souligné que les pays en développement devraient avoir la possibilité d'influer sur l'adoption des décisions portant sur le développement économique au sein des organisations internationales ainsi que d'apporter une véritable contribution à l'examen de ces questions. Le moment est venu de réexaminer la structure actuelle des organisations financières internationales. Nous pensons que leurs dirigeants et leurs organes de gestion devraient avoir en leur sein des représentants des pays en développement. L'appel lancé par le Président est toujours valable aujourd'hui.

Pour terminer, je tiens à insister sur le fait que les décisions de la présente Conférence sont de la plus haute importance car elles permettent de jeter des bases solides pour une action collective coordonnée en vue de faire face aux conséquences de la crise et de renforcer nos efforts en matière de développement. Nous appuyons le document final, qui esquisse les

domaines importants où nous devons, à l'avenir, déployer des efforts.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Swaziland.

**M. Nhleko** (Swaziland) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur que de prendre la parole à la présente Conférence de haut niveau au nom de S. M. le Roi Mswati III, de S. M. l'Indlovukazi, du Gouvernement et du peuple du Royaume du Swaziland.

La mondialisation a indéniablement changé la structure de l'entreprise moderne. Les frontières économiques de notre monde ne sont plus entre les pays, mais autour des zones économiques. Les entités commerciales ont vendu et se sont procuré leurs marchandises et leurs services dans le monde entier. Nombreuses sont celles qui ont rentabilisé leurs activités en les délocalisant dans des régions du monde où les coûts sont peu élevés, et qui ont obtenu des retours sur investissement non moins élevés en tirant profit des libres flux de capitaux.

Néanmoins, nous ne nous réunissons pas aujourd'hui pour chanter les louanges de ce nouveau monde efficace et interdépendant mais pour en déplorer les travers. Ce qui avait commencé par une crise nationale dans le secteur financier est rapidement devenu un phénomène mondial touchant les biens et les services de l'économie réelle aussi bien des États développés que des États en développement, ces derniers n'ayant que peu, voire pas, contribué à l'émergence de la crise.

De petits pays en développement ouverts et vulnérables comme le mien, bien que n'ayant pas été directement touchés par la crise financière elle-même du fait de leur faible intégration dans les marchés financiers mondiaux, ont néanmoins été très directement touchés par le repli économique des pays à économie avancée. Ces effets secondaires continuent d'évoluer, ce qui signifie que nous, pays les plus pauvres au monde, n'avons pas encore vu les pires conséquences de la crise. Ayant déjà considérablement pâti des conséquences désastreuses des crises alimentaire et énergétique, nos pays doivent maintenant compter avec la chute du volume des exportations et des cours des produits de base, le déficit de leur balance des paiements, une réduction des financements pour leur commerce, une baisse des investissements étrangers directs et des transferts de

fonds des travailleurs migrants, pour ne citer que quelques-uns des problèmes rencontrés.

La crise est à l'origine d'un ralentissement, et dans certains cas, d'un véritable recul, des progrès économiques et sociaux accomplis par de nombreux pays en développement au cours des dernières décennies. Cela rend impossible la réalisation des objectifs convenus à l'échelle internationale en matière de développement, tels que les objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, à l'inverse de nombreux pays avancés, la plupart des pays en développement, avant tout en Afrique, n'ont les capacités financières propres ni pour influencer sur le système ni pour prendre les mesures de relance qui s'imposent pour relancer leur économie et survivre à l'effondrement de l'économie mondiale.

Avec la baisse des revenus et de l'aide sur lesquels puissent compter de nombreux pays pauvres, le monde devrait s'inquiéter en outre de l'érosion de la légitimité des gouvernements nationaux et régionaux. Avec la poursuite de la crise, la sécurité et l'intégrité des États souverains risquent d'être les nouvelles victimes de l'effondrement économique des pays en développement.

La mondialisation a facilité la rapide propagation de la crise dans le monde. Bien que nous apprécions à leur juste valeur les initiatives et les efforts qui ont déjà été déployés pour essayer de trouver une solution à la crise financière et économique, notamment au cours des sommets de Washington et de Londres du Groupe des Vingt, il est tout à fait approprié que l'ONU organise la présente Conférence destinée à jouer un rôle clef dans nos efforts collectifs en faveur du relèvement. Le travail réalisé et les décisions prises par cet organe, qui dispose de la plus grande représentativité à l'échelle internationale, consolideront ce qui est déjà fait par d'autres acteurs dans d'autres instances. La Conférence a aussi pour but de proposer des orientations politiques et des lignes directrices dans la perspective des séances à venir et des mesures destinées à être prises par la communauté mondiale dans son ensemble.

Ces efforts exigeront des pays développés qu'ils prennent la barre du bateau mondial pour le guider hors de ces eaux périlleuses. Les pays développés doivent redoubler d'efforts pour stimuler la demande mondiale, rétablir la stabilité des marchés financiers, renforcer la réglementation du système financier et débloquer les

marchés de crédit pour améliorer les chances d'une reprise mondiale.

De même, les pays en développement ne peuvent pas rester passifs ou se laisser aller à la complaisance. Il faut approfondir les réformes économiques et structurelles, diversifier nos économies, redoubler d'efforts pour dynamiser l'épargne privée en mettant en place et en renforçant les systèmes financiers nationaux, maintenir la stabilité politique et macroéconomique et exploiter le potentiel des institutions de microfinancement au service de la mobilisation de l'épargne du secteur informel. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement du Royaume du Swaziland a établi, par exemple, un partenariat avec des institutions financières régionales telles que la Banque africaine de développement pour mettre en œuvre un programme à moyen terme portant sur l'intervention du secteur bancaire, conformément aux priorités énoncées dans le plan d'action et dans la stratégie pour la réduction de la pauvreté du Swaziland en matière de développement.

Pour terminer, au moment où les États Membres de l'ONU sont ici rassemblés afin de trouver une solution mondiale à ce que l'on peut considérer comme étant la crise économique et financière la plus grave depuis la grande crise de 1929, nous devons nous rappeler qu'avec la poursuite des ravages de la crise dans les pays développés comme dans les pays en développement, ce seront les moins avancés parmi nous – qui n'ont pas les moyens de se prémunir pour faire face à la crise – qui souffriront le plus de la mauvaise conjoncture économique. C'est la responsabilité des États développés, tout comme des États en développement, de faire tout leur possible, dans la limite des ressources limitées dont ils disposent, pour aboutir à une croissance économique et pour empêcher que les plus vulnérables parmi nous ne tombent dans la pauvreté extrême. Il nous faut également nous souvenir des engagements multilatéraux et bilatéraux que nous avons pris et les respecter, car ce sont eux qui feront peut-être la différence entre la faillite économique et la survie, pour avoir la chance de voir les premiers signes d'une reprise de l'économie mondiale.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) :  
Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de la Tunisie.

**M. Snoussi** (Tunisie) : Qu'il me soit permis, tout d'abord, de féliciter le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général pour la qualité de

l'organisation de cette conférence et d'adresser, ensuite, mes plus vifs remerciements aux deux cofacilitateurs pour les efforts qu'ils ont déployés pour mener à terme le difficile processus de négociation du document final (A/CONF.214/3).

Une simple lecture des déclarations prononcées ces derniers jours par les chefs de délégation permet de relever que la crise financière et économique mondiale traduit l'échec d'un certain modèle de coordination multilatérale et que la mondialisation a privilégié l'intégration financière au détriment de l'intégration économique. Il s'agit d'une crise sans précédent qui exige une réponse sans précédent, une réponse collectivement concertée et mise en œuvre.

N'est-il pas paradoxal de constater que cette Conférence se tient sur un fond de crise, alors qu'elle se situe à un virage décisif de l'échéance 2015 pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement? Dans ce cadre, le processus des objectifs du Millénaire pour le développement n'est-il pas lui-même relégué au second plan, tant la crise financière occupe largement le devant de la scène politique et économique internationale?

En effet, de par sa nature systémique et sa portée mondiale, cette crise a soulevé de nombreuses et diverses interrogations sur la fiabilité et l'universalité de l'architecture gouvernementale internationale de la gouvernance, ainsi que sur la nécessité de réexaminer les bases sur lesquelles a été fondé le système financier international. L'objectif est de rendre ce système plus ouvert, plus transparent, plus stable et plus inclusif pour assurer ainsi une plus grande participation des pays en développement à la gestion des affaires mondiales et faire évoluer l'ordre économique international vers plus de justice et d'équilibre, de manière à repositionner le développement et la dimension humaine au centre de l'ordre du jour mondial.

Dans ce contexte difficile, il est devenu impératif que les États œuvrent à coordonner davantage leur action dans les domaines économique, financier et monétaire, pour renforcer leur aptitude à anticiper les événements, à prévenir les risques et à préserver la stabilité de leurs marchés financiers et leur rythme de croissance.

À cet égard, l'Organisation des Nations Unies, en tant que structure universelle disposant de la légitimité requise, et en vertu des dispositions et des moyens qu'elle offre la Charte, est en mesure de jouer un rôle

directeur et régulateur autrement plus significatif dans le processus économique et financier international, pour mieux s'acquitter de son mandat pour le développement et mieux orienter les politiques des institutions financières régionales et multilatérales. Dans ce cadre, le Conseil économique et social, conformément à son statut de mécanisme central de coordination, de suivi et de formulation de recommandations en matière économique et sociale à l'échelle du système, est en mesure d'assumer ce rôle.

Depuis le déclenchement de cette crise financière et économique mondiale, des alternatives et des solutions ont été proposées. À ce propos, une meilleure attention devrait être accordée aux recommandations et pistes d'action formulées par la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international mise en place par le Président de l'Assemblée générale. Les décisions prises récemment par le G-20 méritent également d'être soutenues, renforcées et suivies.

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire d'étendre le contrôle à tous les organismes financiers dont les activités recèlent un facteur de risque, y compris les fonds souverains et les fonds d'investissement, et de mettre en place des règles précises pour garantir l'adéquation entre les engagements des institutions financières et leurs fonds propres. Aussi est-il hautement recommandé de renforcer les liens entre le secteur financier et le secteur réel et de garantir leur pérennité et leur adéquation moyennant l'instauration de normes plus rigoureuses en matière de gestion de l'évaluation des risques et d'encadrement de l'utilisation des produits financiers complexes.

À cet effet, la Tunisie préconise l'élaboration d'un code de conduite engageant, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, toutes les instances de contrôle, en vue d'encadrer les méthodes de travail du système financier et les instruments financiers qu'il utilise et de prévenir le surplus de liquidité.

La Tunisie salue la décision d'introduire plus de souplesse dans les instruments de prévention et de résolution des crises du Fonds monétaire international et rejoint l'appel lancé pour accroître rapidement et substantiellement l'accès des pays les plus pauvres à des ressources dans le cadre des mécanismes concessionnels. La Tunisie appuie le consensus dégagé au niveau du G-20, notamment en ce qui concerne le respect de la réglementation financière des produits

dérivés, la réforme des agences de notation et la réglementation applicable aux filiales des compagnies étrangères par les pays hôtes.

À l'instar de nombreuses délégations, la Tunisie estime que la crise économique et financière ne peut aucunement être un prétexte pour réduire le niveau de l'aide au développement ou pour recourir aux mesures protectionnistes dans les échanges commerciaux, l'investissement, la finance et les revenus des travailleurs migrants.

La crise financière et économique, conjuguée à la menace climatique, fragilise, voire hypothèque les acquis et les perspectives de développement. En effet, face aux impacts néfastes, actuels et futurs, de ce contexte de crise, les moyens de riposte se caractérisent par des déséquilibres en termes économiques, financiers et technologiques, d'une part, et, d'autre part, les grands défis de la crise et les moyens nécessaires à mettre en œuvre à cette fin agissent comme un facteur supplémentaire de handicap nécessitant de nouveaux efforts de réadaptation.

Enfin, la Tunisie reprend à son compte l'idée de mettre en place, à l'échelle des Nations Unies, un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des engagements souscrits dans le cadre de la Déclaration de Doha ainsi que du document final qui a couronné les travaux de la présente Conférence.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Ghana.

**M. Christian** (Ghana) (*parle en anglais*) : Nous avons parcouru un long chemin pour arriver jusqu'à aujourd'hui – de la décision prise à Doha, en décembre 2008, par la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey à l'adoption de la résolution sur les modalités (résolution 63/277) et aux négociations sur le document final (A/CONF.214/3). Notre capacité de franchir tous les obstacles est en elle-même une réussite dont nous pouvons être fiers.

Nous nous félicitons du fait que cette crise exige une réaction mondiale sans précédent, et que les plus grandes puissances économiques mondiales – au travers du G-7, du G-8 ou du G-20 – aient répondu présent face à la nécessité de prendre des mesures d'urgence. Cependant, les efforts déployés jusqu'à présent ont laissé le reste de la communauté

internationale, notamment les pays en développement, hors du débat sur la façon de s'attaquer à la crise. C'est entre autres pour cette raison que le Ghana félicite le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale pour la façon exemplaire dont ils ont conduit la coordination de la réponse internationale, et en particulier pour la convocation de cette conférence internationale importante dans la lutte contre la crise.

Je voudrais également saluer les facilitateurs, les Représentants permanents des Pays-Bas et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui ont mené les négociations avec compétence et succès. Nous félicitons également les négociateurs, notamment l'Ambassadeur Lumumba, qui a dirigé les négociations du G-77. Les efforts déployés par les différents acteurs, notamment la Commission d'experts présidée par M. Joseph Stiglitz, pour présenter différentes propositions à l'attention des États Membres, méritent également des félicitations. Nous reconnaissons également la contribution apportée par plusieurs organisations de la société civile, par le biais de leurs représentations et des campagnes qu'elles ont organisées, afin de faire en sorte que les résultats de cette conférence soient tangibles pour tous les peuples du monde.

La crise s'est maintenant étendue à toutes les régions du monde, avec des conséquences désastreuses pour le commerce, les investissements et la croissance. Pour l'Afrique, la crise représente un revers important car elle a lieu à un moment où la progression du continent en matière de performance et de gestion économiques était régulière et constante. La région a vu son taux de croissance dépasser les 5 % et son taux d'inflation baisser. Des améliorations importantes ont également été constatées en matière de gouvernance et le nombre de conflits armés a diminué, ce qui a rendu la région plus attractive pour les flux de capitaux privés.

Au moment où l'Afrique récupère lentement des effets néfastes de la crise énergétique et alimentaire, le défi essentiel qui se présente au continent est de savoir comment gérer la crise actuelle pour faire en sorte qu'elle ne remette pas en cause les progrès réalisés et n'assombrisse pas, par conséquent, toute perspective de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs de développement convenus sur le plan international. C'est principalement par le biais du secteur financier, avec l'instabilité accrue de la Bourse et la dépréciation des devises locales, et les conséquences que cela

représente sur le coût des importations, que l'Afrique s'est ressentie des effets de la crise. Et en tant qu'importateurs nets de produits alimentaires, les pays africains verront augmenter le cours des biens de consommation sur le marché intérieur tandis que l'accès des catégories vulnérables à l'alimentation sera réduit.

Les flux de capitaux privés ont également été affectés sous diverses formes. Avant la crise actuelle, le Ghana avait émis avec succès des obligations sur les marchés internationaux : la demande a même dépassé le nombre de titres émis. Mais aujourd'hui, cette source de financement externe s'est tarie, contraignant plusieurs pays africains à annuler leurs projets de mobilisation de capitaux par le biais de ces marchés. Bien que rien, pour l'instant, n'indique que les donateurs prévoient de réduire l'aide publique au développement, les pays développés, pressés de recapitaliser le secteur bancaire et d'aider les industries en difficulté, pourraient se voir contraints de réduire les flux financiers en direction de l'Afrique et d'autres pays en développement. Ceci aura des conséquences notables sur le financement de nombre de programmes de développement.

Du fait des répercussions économiques et financières de la crise, certains pays auront plus de difficultés à assurer le service de leur dette. Si les pays en développement se trouvent dans l'incapacité de rembourser leur dette, ils devront chercher à la refinancer ou à la restructurer; sinon, les progrès réalisés dans le règlement des problèmes d'endettement des pays en développement, grâce à des initiatives telles que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, seront réduits à néant.

Un certain nombre de pays en développement, y compris en Afrique, ont pris diverses mesures pour atténuer l'impact de la crise financière sur leur économie, notamment en réduisant les taux d'intérêt, en reconstituant le capital des institutions financières, en accroissant les liquidités des banques, en réorientant les politiques commerciales et en réformant la réglementation économique. Le Ghana a répondu par des mesures de rigueur budgétaire à la crise financière, avec notamment une restriction des budgets alloués aux frais de voyage, aux marchés publics et à la création de nouveaux postes.

Malgré ces mesures nationales, les contraintes financières limitent l'éventail de mesures politiques

que les pays peuvent adopter en réponse à la crise. C'est pourquoi nous réitérons les appels lancés lors de diverses sessions africaines de haut niveau en vue de contrer l'impact de la crise sur l'économie des pays africains. Il s'agit de demander notamment aux pays riches de faire davantage pour honorer leurs présents engagements en matière d'aide et de réduction de la dette; d'accélérer les décaissements et d'améliorer l'accès aux mécanismes de financement existants; d'exhorter le Fonds monétaire international à mettre en place un nouveau mécanisme aux conditions moins sévères pour aider l'économie des pays africains pendant cette crise; et d'augmenter rapidement les capitaux de la Banque africaine de développement afin qu'elle puisse intensifier ses interventions en faveur du développement de l'Afrique. Le Fonds monétaire international devrait également vendre ses réserves d'or afin de libérer des ressources additionnelles pour aider les pays en développement à faire face à la crise financière, et il faudrait qu'il émette des droits de tirage spéciaux.

Il y a un certain nombre de domaines clefs où les pays africains aimeraient voir des changements se mettre en place dans le contexte de la réforme des institutions de Bretton Woods et de l'architecture financière mondiale. L'imposition de conditions quant au choix des politiques et le recours à ces conditions pour la prestation de l'aide sont un sujet de préoccupation pour les décideurs africains en raison des contraintes ainsi imposées à la formulation et aux choix des politiques. L'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales de la Banque mondiale est un exemple d'outil, ou de cadre, d'allocation de l'aide qui limite les choix politiques dont disposent les gouvernements. Les pays africains souhaiteraient une révision de cet indice afin qu'il reflète leurs besoins de développement et leurs besoins spécifiques. Un autre outil qu'il faudrait revoir est le cadre de viabilité de la dette.

Il faudrait également renforcer la voix, la représentation et la participation des pays en développement dans les instances importantes et dans le processus de prise de décisions d'institutions internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Le commerce est une source importante de financement du développement pour l'Afrique. À cet égard, le Ghana aimerait que le Cycle de Doha arrive rapidement à une conclusion, qu'il comprenne les dispositions appropriées et mette l'accent nécessaire sur les

dimensions du développement. Nous exhortons le G-20 à tenir les promesses qu'il a faites à l'Afrique, notamment la promesse de ne pas mettre en place des politiques protectionnistes.

Enfin, nous devons nous rappeler que nous sommes tous sur le même bateau et que nous ne triompherons de cette crise que si nous travaillons ensemble.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de l'Érythrée.

**M. Desta** (Érythrée) (*parle en anglais*) : Un problème qui, il y a un an, semblait être d'ordre national, est désormais devenu un problème mondial, ce qui a provoqué cette Conférence de haut niveau de l'ONU. Ma délégation tient à féliciter M. d'Escoto Brockmann de nous avoir réunis autour de l'une des questions les plus difficiles de notre temps : la crise financière et économique mondiale. Il faut le remercier vivement de nous avoir donné le projet qui doit être adopté par cette Conférence de haut niveau. Ma délégation tient également à féliciter les cofacilitateurs de ce projet de document final, l'Ambassadeur Frank Majoor des Pays-Bas, et l'Ambassadeur Camillo Gonsalves de Saint-Vincent-et-les Grenadines, pour le travail remarquable auquel nous devons ce document de consensus.

Tout d'abord, ma délégation souscrit aux déclarations faites par le Ministre des affaires étrangères du Bangladesh au nom des pays les moins avancés. À ce stade, je tiens à remercier la délégation sœur du Soudan de sa gestion remarquable du processus de négociation sur le projet de document final, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

La crise financière qui a commencé à Wall Street, ici, dans cette ville, du fait de ce que le Président Obama a appelé la « culture de l'irresponsabilité », s'est propagée comme un feu de brousse sur tous les continents et dans tous les pays, y compris le mien, l'Érythrée. Cette crise est le résultat de la cupidité humaine – une cupidité sans visage et qui a fait fi de la sagesse immémoriale selon laquelle « il faut agir envers autrui comme on aimerait voir autrui agir envers soi ». Dans un marché financier mené par un esprit de spéculation, sans réglementations qui lui imposent des limites, la cupidité s'est donnée libre cours, sans merci, provoquant les dégâts que nous subissons aujourd'hui.

Les dégâts sont énormes. En conséquence, le monde connaît actuellement la crise économique et financière la plus grave de l'histoire récente. Les effets de cette crise s'ajoutent à ceux de l'augmentation récente des prix des denrées alimentaires et des combustibles, avec de graves conséquences sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables : chômage, diminution des revenus, malnutrition et réduction des soins de santé de base. Selon la Banque mondiale, l'augmentation des prix des denrées alimentaires aurait déjà entraîné une augmentation du nombre des personnes tombées dans la pauvreté de 130 à 135 millions de personnes au niveau mondial.

La crise, qui a pris toute son ampleur en septembre 2008, se propage rapidement aux pays en développement, comme le mien, et aux pays émergents à économie de marché, qui se ressentent de la baisse de leurs recettes d'exportation en raison de la diminution des volumes de transaction, des prix et du tourisme, de la hausse du chômage, de la diminution des flux de capitaux et des contraintes budgétaires. Si les nations riches ont été en mesure de mobiliser des ressources internes pour sauver et racheter leurs institutions financières en faillite, les nations pauvres n'ont pas les moyens d'en faire autant.

Selon les rapports de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la crise financière et économique mondiale actuelle risque d'entraîner une période de récession mondiale susceptible de saper le processus de croissance économique et de transformation de tous les pays. Les données préliminaires indiquent qu'en 2009 par exemple, la croissance de l'Afrique connaîtra une baisse de 2 à 4 %. La crise compromettra également les efforts déployés pour multiplier les possibilités économiques et sociales et augmenter les sources de revenus des populations de nos pays respectifs. En particulier, la crise risque de limiter ou de réduire à néant les efforts en vue de réaliser des avancées en matière de développement grâce aux échanges commerciaux et à la promotion des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement auxquels mon pays, l'État d'Érythrée, est très attaché.

Il faut souligner que la crise actuelle a entraîné un ralentissement de la croissance économique mondiale qui se manifeste par une chute, déterminée par la demande, du commerce international, exacerbée par le déficit des financements du crédit et des échanges

commerciaux, la chute des produits de base, la baisse des envois de fonds, le recul des investissements directs étrangers et les risques de baisse de l'aide publique au développement. Ces effets aggravent la crise alimentaire mondiale actuelle, l'instabilité du cours de l'énergie et les problèmes liés aux changements climatiques.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, les tendances mondiales actuelles en matière de fourniture et de consommation d'énergie ne sont manifestement pas durables sur les plans environnemental, économique et social. L'incidence globale est telle que la plupart des pays en développement sont durement touchés par une diminution des exportations, une hausse du chômage et la baisse des revenus des familles, qui ont replongé des millions de personnes dans la pauvreté ou ont aggravé les conditions de vie des personnes en situation d'extrême pauvreté. Cela a donné lieu au plus grand défi que doit aujourd'hui relever la communauté internationale, à savoir comment axer ses efforts sur la relance du développement et la réduction de la pauvreté au niveau mondial, en particulier dans les pays en développement, et créer les conditions nécessaires pour prévenir de futures crises et favoriser un processus durable de transformation économique dans nos pays.

Pour terminer, nous ne pouvons pas changer le passé mais nous pouvons construire l'avenir. Cette Conférence ne doit être semblable à nulle autre. Elle doit être une conférence qui donne lieu à une action intensive. La crise à laquelle nous sommes confrontés appelle une action collective immédiate, qui doit comporter un important dispositif de suivi de la Conférence et une réforme des institutions financières internationales, en particulier de la gouvernance du Fonds monétaire international. Si des mesures sans précédent ont été prises afin d'éviter que cette crise ne s'aggrave, la reprise mondiale prendra plus de temps et d'autres mesures politiques seront nécessaires pour permettre de regagner la confiance et de libérer les marchés financiers des incertitudes qui pèsent sur la reprise économique.

Le document final dont nous sommes saisis, qui est le résultat de négociations longues et difficiles, peut servir de feuille de route à nos efforts en vue d'un retour de la confiance, d'une reprise et, avant tout, de la promotion d'un développement sans exclusive où les bénéfices profitent largement à tous les pays et à toutes les populations. C'est pourquoi nous devons nous atteler à cette tâche.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole au Chef de la délégation du Panama.

**M<sup>me</sup> Francis Lanuza** (Panama) (*parle en espagnol*) : La délégation panaméenne tient tout d'abord à féliciter le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, ainsi que ses facilitateurs, les ambassadeurs Gonsalves et Majoor, pour leur excellent travail. Le Panama appuie également la déclaration faite par la délégation mexicaine au nom du Groupe de Rio.

La crise financière mondiale que le monde connaît aujourd'hui est la plus grave de ces 70 dernières années. Peu importe le modèle économique adopté, la crise a touché de la même manière et sans distinction des pays développés et en développement. Cependant, l'incidence des injustices et des déséquilibres financiers et économiques mondiaux au niveau international affecte de manière directe et spécifique les pays en développement. Ces effets viennent s'ajouter à des problèmes économiques et sociaux déjà graves et croissants à l'intérieur de nos frontières.

Mon pays se réjouit de la tenue de ce débat multilatéral pour plusieurs raisons, dont deux sont, à nos yeux, d'une importance particulière. Premièrement, la tenue de cette Conférence traduit l'urgence et la nécessité de débattre de manière approfondie de la situation économique et financière grave que le monde connaît aujourd'hui et qui a rendu l'économie mondiale extrêmement fragile. La deuxième raison est que le Panama reconnaît la valeur de la légitimité et de la représentativité de ce débat par sa tenue au sein de l'Organisation des Nations Unies, créant ainsi un espace dans lequel tous ceux qui sont touchés par cette crise peuvent exprimer leur vue et participer à l'analyse et à la formulation des propositions qui seront à terme présentées durant les derniers jours de ce débat.

Le Panama considère que cette rencontre constitue un pas important dans la bonne direction. Néanmoins, les conclusions et résultats de la Conférence doivent reposer sur un échange responsable, serein et efficace nous permettant de formuler des recommandations viables, applicables et adaptées aux régions, pays et systèmes représentés dans cette Organisation. De telles recommandations ne

peuvent pas être la panacée et doivent nous éviter de revivre un moment qui restera dans l'histoire comme un épisode ayant eu une incidence directe sur le développement et la croissance de nos populations.

La présente analyse des causes de la crise, de ses effets et des solutions possibles à apporter est une tâche qui a donné lieu à de multiples évaluations et conclusions à travers le monde. Dans cette enceinte, mon pays salue les efforts visant à renforcer ce débat par la représentation de tous les systèmes, structures et niveaux de développement dans le monde. Cette représentativité devrait favoriser un débat qui intègre synergies, différences et prise de conscience que des facteurs et éléments divers, non seulement économiques et financiers mais aussi sociaux et politiques, doivent être pris en compte.

Cet examen des causes de la crise nous amène à revoir les structures et réglementations financières existantes. Le Panama estime que le moment est venu de mettre l'accent sur l'importance d'appuyer le renforcement des systèmes financiers de nos pays. Dans cette tâche décisive, il faut notamment reconnaître et respecter chaque contexte économique. Au Panama, l'économie repose sur différents secteurs de production de biens et de services, au sein desquels la prestation de services internationaux et financiers tient un rôle important. Les réglementations et conditions fixées par les organismes de contrôle financier se sont avérées opportunes et nécessaires, et leur mise en place remonte à la création même de notre système financier.

Le Panama a fait en sorte, par conviction, que son économie repose sur des systèmes solides dans lesquels plusieurs pays à travers le monde ont investi. Nous avons donc mis en place un système robuste fondé sur des institutions de réglementation nationale responsables et sur l'intégration des normes les plus strictes de réglementation financière internationale. Nous croyons en la valeur de ces normes et considérons que les liens entre la finance et les échanges commerciaux se renforcent, deviennent de plus en plus complexes et soutenus dans nos pays. C'est pourquoi il est nécessaire de continuer de promouvoir des dispositifs efficaces de consolidation et de suivi de manière à trouver un équilibre entre réglementation efficace et capacité de permettre le développement de la gestion financière, qui est un fondement de la croissance et du développement de nos sociétés.

Les effets en cascade de la crise, notamment la réduction des flux commerciaux, la baisse des exportations et des échanges avec nos partenaires commerciaux, et la baisse des prix des aliments de base, qui sont une des bases de l'économie des producteurs de ces biens agricoles, ainsi que la contraction du crédit bancaire, ont nécessairement un impact et continueront d'influer non seulement sur les économies développées touchées dès le début par la crise, mais aussi sur les économies en développement qui maintiennent une relation continue et interdépendante avec celles-ci. Ainsi, l'investissement baisse d'une manière cyclique, ce qui continue d'affecter les transferts de fonds des travailleurs migrants et contribue à la hausse du chômage.

Dans le même temps, comme cela a déjà été dit dans le débat qui nous réunit ici aujourd'hui et dans divers autres forums multilatéraux, toutes les formes de coopération sont plus que jamais positives non seulement pour ce qui est de la coopération traditionnelle Nord-Sud, mais également entre nos propres économies en développement. La crise et le ralentissement rapide qu'elle a entraîné – tout d'abord dans les pays développés avec lesquels nos pays en développement maintiennent des relations historiques solides dans les domaines du commerce, de la finance et de la coopération – exigent nécessairement que l'on procède à un examen de diverses formules créatives qui permettraient de renforcer les mécanismes de coopération entre tous les pays et de trouver une solution qui nous renforce mutuellement. Par ailleurs, nous devons éviter d'appliquer des mesures qui restreignent ou fassent reculer les progrès qui avaient déjà réalisés en matière de relations commerciales et d'investissement et qui avaient permis une croissance économique solide dans les secteurs de la production et des services de nos pays. Tout retour en arrière dans ce domaine conduirait à une situation plus négative sur le long terme.

Enfin, lorsque nous parlons de la stratégie de reconstruction des systèmes financiers, de la réglementation et du contrôle des agences et des institutions nationales, de la mise en œuvre de nouvelles politiques économiques et de l'augmentation continue des échanges commerciaux, nous ne devons pas perdre de vue l'objectif ultime, à savoir la croissance et la prospérité de nos citoyens. En ce sens, les formules que nous élaborons ensemble après un examen de la situation, même si elles doivent évidemment renforcer les piliers macroéconomiques et

structurels, doivent avoir comme point de référence la participation plus large et plus efficace de nos peuples à la croissance économique, améliorant ainsi leur qualité de vie et leur accès à de meilleures conditions dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail et de la sécurité.

La tâche qui nous attend est aussi fondamentale que complexe. Cette conférence nous permettra d'apporter une contribution importante, fondée sur la reconnaissance de l'universalité et la diversité des composantes, des structures et des niveaux de complexité, qui doivent être pris en compte dans les discussions, cette reconnaissance étant la seule façon viable de parvenir à un consensus et à des propositions réalistes. Nous sommes convaincus que le rôle que l'ONU continuera de jouer dans un domaine d'une telle importance pour l'avenir de nos pays et de nos peuples s'inscrira sur le long terme et viendra compléter le rôle joué par des institutions spécialisées, qui devront également être renforcées suite à un examen critique et objectif à la lumière de la situation mondiale.

Pour terminer, nous ne pouvons pas parler de développement ou surmonter la crise financière sans parler de démocratie. Le Panama réaffirme son rejet, exprimé hier par le Président Martín Torrijos, des actes de déstabilisation de la démocratie menés hier dans la République sœur du Honduras et demande le rétablissement de l'ordre constitutionnel que notre région a connu ces dernières années.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de l'Éthiopie.

**M. Nega** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier, au nom de ma délégation, M. d'Escoto Brockmann et l'ONU pour avoir organisé cette Conférence importante et opportune sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement. Ma délégation voudrait également saisir cette occasion pour exprimer sa gratitude aux Représentants permanents des Pays-Bas et de Saint-Vincent-et-les Grenadines pour leurs efforts inlassables et leur dévouement tout au long du processus de négociation sur le document final (A/CONF.214/3).

La crise économique mondiale – la plus grave depuis la Grande dépression, comme l'ont affirmé de nombreux orateurs avant moi – a changé rapidement et elle est devenue aujourd'hui une crise du développement humain. Elle replonge en particulier, à la consternation de tous, des millions de personnes

dans la pauvreté et représente un risque pour la survie même des groupes pauvres et vulnérables. Les chances de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont également été compromises et semblent plus éloignées que jamais. Il est aussi devenu évident qu'aucune région n'est à l'abri ou ne peut échapper à ses conséquences catastrophiques. Le fait qu'elle vienne juste après les crises alimentaire et énergétique rend la crise encore plus inquiétante et menace gravement les gains durement acquis par de nombreux pays en développement, s'agissant de stimuler la croissance et de réduire la pauvreté. Le continent africain se trouve au cœur de cette débâcle et de toutes ces incertitudes et il est devenu la victime des conséquences d'une crise de la création et de l'extension de laquelle il n'est pas responsable.

Comme on le sait fort bien, l'Afrique a entrepris des réformes importantes au cours des trois dernières décennies, durant lesquelles il y a eu un certain nombre d'épisodes d'accélération de la croissance. Par ailleurs, ces montées en force de la croissance ont été accompagnées par presque autant d'effondrements économiques, ce qui contrebalance une grande partie des réussites. La détermination du continent à prendre certaines mesures concrètes, combinées à des conditions favorables sur le marché international, lui a permis de bénéficier d'une forte croissance économique et de progresser socialement au cours des dernières années.

Au moment où beaucoup sur le continent s'efforçaient de le mettre sur la voie de la stabilité, la crise a mis leurs efforts à rude épreuve. Ainsi, leurs progrès dans différents domaines sociaux et économiques doivent maintenant faire face à différents problèmes. Certaines études ont montré que le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait rester supérieur à l'objectif du Millénaire pour le développement de 28,8 % en 2015. À cause de la faible croissance, entre 200 000 et 400 000 bébés meurent chaque année et le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim devrait atteindre un milliard cette année. La plupart de ces calamités devraient se produire en Afrique.

Les efforts collectifs de la communauté internationale pour relever ces défis ont également marqué un arrêt. L'esprit dans lequel ont été organisées les réunions de haut niveau sur les besoins en développement de l'Afrique et sur les OMD, en septembre dernier, est devenu un lointain souvenir. Tout cela signifie que l'impact probable de la crise, si

l'on ne trouve pas de solution dans les meilleurs délais, risque également de mettre à mal les résultats prometteurs qui ont été réalisés sur le continent au cours des deux dernières années.

L'Éthiopie estime qu'il est temps pour la communauté internationale de prendre des mesures concrètes pour s'attaquer efficacement à cette crise économique mondiale. Le moment ne pourrait être mieux choisi. Tout comme la priorité dans le monde développé est de reconstituer le capital des institutions financières, la première chose à faire, pour les partenaires de développement, est aussi de s'engager à fournir des ressources complémentaires aux pays pauvres. Nos délibérations ici ne sauraient être moins importantes que celles du sommet du G-20 à Londres ou des réunions qui ont suivi, et doivent même être plus fermes et axées sur l'action. Il faut poursuivre sur cette lancée afin d'évaluer continuellement les progrès et les résultats obtenus face à la crise et de renforcer les capacités de prévision des institutions pour prévenir toute catastrophe potentielle future.

C'est à la lumière de tout cela que ma délégation appuie pleinement la création d'un conseil mondial de coordination économique, conformément aux recommandations de la Commission dirigée par M. Stiglitz, avec une représentation adaptée des pays en développement, spécialistes et décideurs.

Nous sommes également d'avis que l'ONU doit continuer à jouer un rôle important pour faire face à cette crise et aux autres crises éventuelles à venir. Il y a cependant un besoin urgent de renforcer la coordination et la cohérence de ses fonctions et activités au sein des institutions spécialisées et des autres organisations internationales.

Pour terminer, ma délégation demande à ce que le Bureau du Président de l'Assemblée générale attache une importance primordiale au suivi de cette Conférence et aux applications du document final. Nous prions également le Bureau du Secrétaire général et nos partenaires de veiller sur le programme de l'Afrique, afin qu'il puisse se poursuivre malgré le contexte de la crise mondiale actuelle. Une conférence d'une ampleur semblable pourrait être organisée pour relever les défis du continent.

Comme notre Premier Ministre, M. Meles Zenawi, qui a représenté l'Afrique au sommet du G-20, l'a très clairement dit, la principale inquiétude de l'Afrique n'est pas uniquement la crise elle-même. La crise pourrait s'étendre au-delà de l'effondrement des

sphères de l'économie réelle et faire ressurgir des conflits latents, précipitant ainsi la région dans l'instabilité sociale et politique. Selon nous, il s'agit là d'un portrait de l'Afrique bien éloigné de ce que nous souhaiterions tous voir, c'est-à-dire un continent entièrement neuf et prospère, celui que nous avons tous commencé à bâtir.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Cap-Vert.

**M. Lima** (Cap-Vert) : Je voudrais, au nom du Président de la République et des autorités du Cap-Vert, remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette Conférence de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, qui nous donne l'occasion d'exprimer notre opinion sur celle-ci et d'exposer son impact sur l'économie et le développement de mon pays. Je voudrais exprimer également mes remerciements aux deux facilitateurs, les Représentants permanents des Pays-Bas et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, pour leurs efforts soutenus en vue d'obtenir un consensus sur le document final (A/CONF.214/3) que nous avons adopté le 26 juin et qui constitue un résultat salubre de nos discussions et des négociations qui ont eu lieu.

Pour un pays en développement, et de surcroît pour des îles comme le Cap-Vert, petites, vulnérables et déjà soumises aux aléas du changement climatique et des répercussions douloureuses des crises alimentaire et énergétique, se retrouver dans la tourmente d'une crise financière sans précédent par son ampleur met durement à l'épreuve la capacité d'action des responsables, l'esprit de sacrifice des populations et les marges de manœuvre des institutions économiques et financières locales.

Le fait est que nous subissons de plein fouet les effets d'une crise dont nous ne sommes responsables en rien, et que nous sommes conscients que, sans une réponse adéquate interne et des actions fermes et soutenues au niveau international, à la mesure de celle-ci, nous risquons de nous retrouver dans une situation remettant en cause tous nos acquis, tous les progrès réalisés depuis un peu plus de trois décennies. Cela, vous en conviendrez, est proprement inacceptable de ce fait, il nous semble indispensable d'approfondir la connaissance des causes de cette crise, de bien comprendre le déroulement et les incidences diverses, pour pouvoir prendre les mesures adéquates et

concertées susceptibles de la juguler, de la maîtriser et de la surmonter.

Il nous semble que tous les analystes et observateurs s'accordent pour voir dans la déréglementation du marché, fruit du néolibéralisme ambiant, l'une des causes majeures de la crise financière qui a amené nombre de gouvernements à rompre dans l'urgence avec les pratiques sacro-saintes du passé et à impliquer l'État dans la sauvegarde d'entreprises privées, restaurant ainsi l'autorité publique pour empêcher que les déficiences du marché qui ont abouti à une crise économique, qui atteint tous les pays et toutes les régions du monde, n'entraîne celle-ci dans une crise humanitaire sans précédent.

Car, nous semble-t-il, c'est bien de cela qu'il s'agit à présent : il faut sauver le monde d'une crise humanitaire catastrophique qui se profile derrière la crise économique et financière qui nous accable. Les faits sont déjà connus et les institutions internationales concernées tirent depuis longtemps déjà les sonnettes d'alarme. Si nous n'y prenons garde, en effet, et surtout si l'on continue d'hésiter à intervenir vigoureusement sur le fond ou d'agir au compte-gouttes pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables, l'on prédit que plus de 53 millions de personnes viendront grossir en 2009 les rangs des centaines de millions d'autres qui déjà vivent en dessous du seuil de pauvreté.

De récentes estimations suggèrent que l'augmentation des prix alimentaires de 2006 à 2008, couplée à la crise économique mondiale, augmentera le nombre de personnes ayant faim dans le monde de plus d'un milliard en 2009. L'on s'attend à ce que l'économie mondiale connaisse une baisse de 1,7 % en 2009. La croissance du produit national brut des pays en développement devrait ralentir dans une proportion de 2,1 % et les récessions devraient s'étendre dans les pays développés. Derrière ces chiffres glacés se cache une réalité faite de drames individuels et collectifs, des espoirs qui s'estompent et des conflits qui couvent pour assombrir demain l'avenir de l'humanité.

Ainsi, cette crise économique et financière mondiale actuelle pose de nouveaux défis dans l'achèvement du premier objectif du Millénaire pour le développement concernant l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim, et cela aura des répercussions néfastes sur d'autres objectifs du Millénaire pour le développement, les quatrième et cinquième notamment, qui concernent la santé maternelle et la

mortalité infantile. Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés, en raison de leurs besoins nutritionnels, et sont les plus vulnérables, du fait du statut social déprécié qui est leur lot dans de nombreuses régions du monde.

Cette situation mondiale, qui voit l'extension de la pauvreté aux quatre coins de la planète, exacerbe les tensions sociales et attise les ingrédients de crise partout dans le monde, doit nous inciter à agir de façon plus coordonnée, plus volontariste, plus efficace, afin d'éviter que de proche en proche les drames ne s'accumulent et que le désespoir ne gagne, alimentant tous les ressentiments qui nourrissent l'extrémisme et les situations de rupture.

Dans ce cadre, la réforme des institutions financières vers plus de transparence, plus d'efficacité et de réglementation semble devoir s'imposer. Nous recherchons aujourd'hui la cohérence du système des Nations Unies. Nous serions avisés d'en faire de même pour le système financier, au niveau mondial. Le repli sur soi et le protectionnisme, dans ce contexte, reviendraient à condamner des centaines de millions de démunis à une déchéance certaine, surtout en Afrique. Il n'est pas vain aujourd'hui d'appeler encore et encore à une solidarité renouvelée et à une contribution accrue des partenaires au développement, pour éviter des conséquences désastreuses pour les plus pauvres et les plus vulnérables, mais aussi pour le monde globalisé qui est le nôtre.

Le Cap-Vert est une nation archipélagique dont l'accession au statut de pays à revenu intermédiaire est intervenue en 2008, mais qui demeure un pays très vulnérable du fait, notamment, de la discontinuité territoriale, de l'érosion rapide des sols et de la désertification accélérée. Le pays, d'autre part, ne produit que 20 % de ses besoins alimentaires et seulement 10 % de ses terres se prêtent à l'agriculture, d'où son extrême dépendance de l'extérieur sur tous les plans, alimentaire, énergétique, produits manufacturés, entre autres.

Pourtant, malgré cette vulnérabilité extrême, le Cap-Vert a su bâtir une nation fondée essentiellement sur une gouvernance démocratique qui s'affirme d'année en année et un respect renouvelé de l'état de droit, une gestion économique maîtrisée et exempte de toute corruption, un investissement remarquable dans le secteur social avec un accent tout particulier sur l'éducation et la santé, le soutien continu de nos

partenaires au développement et un haut niveau de transfert de fonds provenant de notre diaspora.

Si notre économie aujourd'hui pourrait être qualifiée de dynamique et de prometteuse, nous pensons que nous le devons essentiellement à notre sens du pragmatisme et du réalisme, à une gestion stricte des finances publiques, à un suivi pointilleux du budget de l'État, et à différentes mesures prises, notamment, en faveur des segments les plus vulnérables de la population. Nous avons progressé de façon remarquable vers plusieurs des objectifs du Millénaire. Mais avec la crise financière, nous constatons une rapide diminution de l'investissement direct extérieur. Le secteur de l'immobilier touristique est en chute libre et des baisses de revenus touristiques sont attendues. Les transferts de fonds de la diaspora semblent également suivre le mouvement actuel à la baisse, leur poids dans le produit intérieur brut est passé de 12,2 % en 2005 à 8,7 % en 2007 et semble s'accroître. Une révision à la baisse du produit intérieur brut est prévisible.

Avec la crise financière et économique globale qui semble tout balayer sur son chemin, il serait illusoire de croire qu'un petit pays, même méritant comme le Cap-Vert, pourra seul faire face à la tourmente, quel que soit le courage de sa population, quelle que soit la volonté intransigeante de ses autorités de faire front, notamment par une maîtrise de ses atouts politiques, une gestion saine et soutenue de son économie, et des sacrifices sans bornes consentis par tous. Il est plus que prévisible que sans l'appui de nos partenaires de toujours, étatiques comme institutionnels, nous risquons d'être emportés par la tempête et de nous retrouver confrontés à la dure réalité d'un développement gangrené, avec toutes ses conséquences désastreuses et, peut-être, à l'effritement de notre statut de pays à revenu intermédiaire. Ce serait assurément un échec dans notre volonté de développement durable mais aussi un échec de la communauté internationale elle-même.

Mais nous sommes un pays jeune, et l'avenir nous appartient. Le défaitisme et le manque de confiance en soi sont des notions qui n'ont pas cours chez les Cap-Verdiens. Demain, après la crise, nous serons tous plus forts, nous irons plus haut, nous irons plus loin.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de la République de Moldova.

**M. Cujba** (République de Moldova) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation de la République de Moldova, je voudrais commencer ma déclaration en remerciant sincèrement le Président d'avoir convoqué cette conférence, qui vient à point nommé, au moment où le monde est confronté à la crise économique et financière la plus grave depuis des décennies. La volonté véritable des États Membres de s'attaquer au problème, les négociations intensives sur le document final (A/CONF.214/3) et le nombre important de délégations qui prennent la parole sont autant d'indicateurs de l'importance que nous attachons à ce défi mondial. Nous voudrions également remercier les cofacilitateurs, l'Ambassadeur Gonsalves et l'Ambassadeur Majoor. Sous leur direction avisée et grâce à leur doigté, les États Membres sont parvenus vendredi à un consensus sur le document final, adopté par acclamation.

La République de Moldova souscrit pleinement à la déclaration prononcée par le représentant de la République tchèque au nom de l'Union européenne, et partage l'analyse qu'il y fait quant à la nature de la crise. Je voudrais à présent faire quelques observations en qualité de représentant de mon pays.

L'échelle de la crise financière qui a frappé les pays industrialisés et l'étendue de l'effondrement des marchés du crédit et des actions survenu ces derniers mois avaient été tout à fait sous-estimées. La crise a dépassé les frontières et touché les marchés émergents dans le monde entier, directement ou indirectement, mais avec une gravité indéniable. Elle s'est progressivement répercutée sur l'économie réelle de la majorité des États, où elle a dégénéré en une crise économique. Si ce sont l'immobilier et les secteurs financiers qui ont le plus souffert, la crise a également révélé un visage humain, touchant, comme cela a été dit : non seulement celui de Wall Street, mais également celui de l'homme d'à côté.

Il est donc extrêmement important, pour éviter de graves reculs dans le développement social et économique de nos pays, de nous réengager dans la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Malheureusement, les progrès accomplis à cet égard ces 10 dernières années ont été amplement mis à mal au cours des derniers mois. Étant donné les retombées particulièrement néfastes de la crise en cours, il est nécessaire de tenir les engagements qui ont été pris en matière d'aide publique au développement, et de définir d'autres mesures adaptées qui pourraient permettre de lutter

contre les conséquences de la crise. À cet égard, nous nous félicitons que plusieurs délégations aient réitéré à cette tribune même leurs engagements en matière d'aide au développement.

Nous estimons qu'il est également important de voir dans la crise actuelle une opportunité à saisir, et une occasion de réunir les dirigeants des pays les plus puissants du monde sur le plan économique afin de prendre collectivement les mesures nécessaires à la stabilisation de l'économie mondiale et à son redressement. Le Gouvernement de la République de Moldova se félicite du résultat du Sommet du G-20, lors duquel un ensemble de mesures de relance de la croissance et de l'emploi et de rétablissement de la confiance dans le système économique mondial a été approuvé pour un budget de 1,1 billion de dollars.

Les orateurs qui se sont exprimés dans cette salle ont décrit la crise mondiale actuelle comme l'une des plus graves depuis la grande crise des années 30, avec des conséquences plus profondes et plus amères que celles de la crise financière de 1998, qui avait également touché la République de Moldova. Après avoir bénéficié pendant plusieurs années d'une forte croissance et d'une réduction de la pauvreté, la République de Moldova, au même titre que de nombreux pays de notre région, a été touchée par la crise économique mondiale et la rechute de catégories de population dans la pauvreté et la précarité. En outre, la hausse des prix des produits alimentaires, les coûts énergétiques élevés et le ralentissement économique mondial de ces deux dernières années ont été accompagnés en République de Moldova de catastrophes naturelles, dont la grave sécheresse et les inondations survenues respectivement en 2007 et 2008, qui ont détourné les fonds des programmes nationaux, réduit les recettes publiques et les dépenses sociales.

Malgré tout cela, la République de Moldova a vu son produit intérieur brut augmenter de 7,2 % en 2008. Même si le secteur bancaire moldove était moins étroitement intégré au système financier international, et si la crise n'a pas été l'an dernier aussi dévastatrice chez nous qu'elle l'a été dans d'autres endroits du monde, les préoccupations liées aux effets de la crise ont néanmoins progressivement gagné du terrain. De ce fait, la plupart des indicateurs économiques ont baissé en République de Moldova au cours du premier trimestre de 2009.

Selon notre Bureau national de la statistique, la production industrielle a diminué de 24 % au cours du

premier trimestre de cette année, les exportations et les importations ont également chuté respectivement de plus de 18 et de 25 %, et les impôts et taxes collectés pour alimenter le budget de l'État ont chuté, ce qui a provoqué une baisse des revenus et accentué la pression sur de nombreux projets nationaux. En outre, l'utilisation de presque tous les moyens de transport a diminué de plus de 50 %, les dépenses d'équipement ont chuté de plus de 40 % et le secteur du bâtiment a connu une baisse de 36 %. Globalement, le produit intérieur brut moldove a baissé de 6,9 % au premier trimestre par rapport à la même période en 2008.

Dans cette conjoncture, le Gouvernement a dû prendre des mesures immédiates afin d'atténuer l'effet de la crise économique et financière actuelle en République de Moldova. Une série de mesures anticrise a été mise en place afin d'appuyer le secteur réel de l'économie nationale. Les mesures prises par le Gouvernement visent à préserver l'emploi, à protéger la population et à maintenir la stabilité du secteur financier. Le Gouvernement est prêt à fournir des liquidités au secteur réel dans le cadre de son soutien aux petites et moyennes entreprises. Parmi les autres mesures adoptées, citons des amendements aux politiques budgétaires et le lancement de programmes visant à soutenir le secteur du bâtiment et à attirer des ressources étrangères afin de développer les infrastructures. Sur le long terme, les exportateurs recevront un soutien sous forme de garanties en matière de réduction des risques. Les investissements seront orientés vers le secteur de l'énergie et la production nationale sera appuyée par une augmentation de l'aide financière à l'agriculture et aux autres domaines d'importance.

Sans aucun doute, l'interdépendance économique de notre planète, avec la mondialisation, a des effets tant positifs que négatifs. Pendant de nombreuses années, nous avons pu bénéficier de la mondialisation sous son aspect positif. Malheureusement, la crise mondiale actuelle a aussi mis en lumière nombre de ses aspects les plus sombres, qui se sont traduits par un large éventail de phénomènes.

Nous subissons l'effet négatif de la crise économique, qui touche les pays développés comme les pays en développement, ainsi que les économies en transition, car elle s'accompagne d'une diminution des envois de fonds vers les pays en développement et des recettes du tourisme, d'une contraction du commerce international et d'autres conséquences auxquelles la communauté internationale devra remédier de la

manière voulue. Seuls nos efforts collectifs et les contributions sincères de tous les membres du Groupe de 192 nous permettront de réussir.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Bélarus.

**M. Dapkiunas** (Bélarus) (*parle en russe*) : La crise économique et financière constitue une menace considérable pour le développement, une menace exacerbée par le fait que nombre de pays ont commencé à adopter de nouvelles mesures protectionnistes sous prétexte de protéger leurs producteurs et leurs consommateurs. Ces mesures nuisent énormément aux pays exportateurs petits et moyens dont les dirigeants ne sont pas à même d'influencer les partenaires commerciaux.

Nous pensons que le protectionnisme est une voie sans issue. Pire encore, tout porte à croire que ces mesures de protection sont mises en place non seulement pour protéger le marché, mais aussi pour exercer des pressions politiques sur d'autres pays. Une telle conduite est inacceptable dans les relations internationales. En coopération avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le système des Nations Unies doit effectivement prendre des mesures, notamment par le biais de ses bons offices, pour veiller à ce que ces mesures protectionnistes soient annulées sans tarder. Les institutions des Nations Unies doivent prendre des mesures efficaces pour aider les pays touchés à remédier aux pertes provoquées par le protectionnisme.

Nous appelons le Secrétaire général et les chefs des fonds et programmes des Nations Unies à œuvrer avec le secrétariat de l'OMC, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour mettre prioritairement en œuvre les décisions adoptées il y a quelques mois par le Réseau Ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat (pour la coordination) en vue d'intensifier les mesures de lutte contre le protectionnisme.

Outre les dangers qu'elle pose à la communauté internationale, la crise présente également une occasion exceptionnelle de s'engager sur la voie d'un développement plus sain et plus durable. Nous pouvons tirer sagement profit de ce moment de vérité économique pour satisfaire aux besoins vitaux de tous les peuples en matière d'alimentation, d'eau, d'air salubre, d'éducation, de soins de santé, de travail décent et de mise en valeur du potentiel humain.

Le Bélarus estime qu'un élément clef sur la voie du développement est l'accès à des sources modernes d'énergie, mais jusqu'à présent, l'énergie occupe une place très secondaire dans l'ordre du jour des Nations Unies. Et pourtant, sans accès à des ressources modernes d'énergie, il ne sera pas possible de parvenir à un niveau élevé de développement humain. Des ressources modernes d'énergie sont nécessaires pour réduire la pauvreté, assurer un enseignement et des soins de santé de haute qualité, et remédier au problème des changements climatiques.

Dans le même ordre d'idées, nous proposons que l'ONU accorde aux questions énergétiques une place prioritaire et établisse pour l'Organisation un programme énergétique intégré. Il importe que les organismes des Nations Unies, en coopération avec la Banque mondiale, aident les pays à incorporer les programmes nationaux de relance financière dans l'économie mondiale par le biais de mesures visant à accroître une utilisation efficace de l'énergie, de mesures d'économie d'énergie et du recours à des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation islandaise.

**M. Pálsson** (Islande) (*parle en anglais*) : L'Islande a été l'un des premiers pays à être pris dans le maelström de la crise financière mondiale à l'automne 2008. La crise économique et financière a ensuite eu des répercussions sur le bien-être de millions de personnes, et elle menace de faire reculer de plusieurs années les efforts menés par la communauté internationale dans le domaine du développement. Notre propre expérience a mis en relief la nécessité de trouver à cette crise une solution collective. Nous devons œuvrer ensemble de manière constructive et résolue en faveur d'une reprise durable, en tenant compte de la dimension humaine de la crise aux niveaux national et international.

L'Islande estime que la participation active de l'ONU et une coopération élargie avec les institutions de Bretton Woods sont des éléments essentiels dans la recherche d'une solution à la crise économique et financière difficile à laquelle le monde est confrontée aujourd'hui. L'Islande appuie fermement les réformes actuellement en cours dans les institutions financières internationales, dont l'objectif est de parvenir à une représentation plus équitable et de fournir des instruments plus souples aux pays dans le besoin. Pour

atténuer activement les crises à venir, une coopération plus étroite sera nécessaire en matière de réglementation et de contrôle financiers, et cette coopération devra s'accompagner d'un plus grand engagement politique en faveur de la mise en œuvre des recommandations faites par les institutions financières internationales.

L'Islande est déterminée à conclure le Cycle de négociations commerciales de Doha pour le développement et appelle tous les pays à tenir leur promesse de ne pas prendre de mesures protectionnistes.

À la suite des progrès durement atteints dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les pays en développement font aujourd'hui face à une menace imprévue qui pèse sur la poursuite de la reprise. Il ne faut ménager aucun effort pour protéger les populations pauvres et vulnérables et rester engagés sur la voie de la réalisation des OMD. En même temps, nous devons assurer la responsabilité à tous les niveaux et chercher à améliorer l'efficacité de l'aide par le biais de l'harmonisation et de l'alignement, en appliquant les principes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. La bonne gouvernance est un facteur essentiel pour accroître l'obligation de rendre des comptes.

Au cours des 25 prochaines années, deux tiers de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie devraient provenir des pays en développement. L'accès à des ressources énergétiques propres et économiques est un aspect essentiel des stratégies de réduction de la pauvreté, car il peut améliorer considérablement les conditions de vie et la productivité de plus de 1,6 milliard d'êtres humains qui n'ont toujours pas accès à l'électricité. Avec l'aide du système des Nations Unies, il faudra effectivement promouvoir le transfert et le développement accélérés des technologies en vue d'exploiter une énergie propre et renouvelable.

Enfin, et c'est peut-être la chose la plus importante, tout le monde s'accorde à reconnaître que ce sont les femmes et les enfants qui se ressentiront tout particulièrement de la crise économique et financière mondiale. Nous devons veiller, en ces temps difficiles, à ne pas revenir sur les progrès réalisés dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Il est essentiel, pour la reprise économique, de mobiliser l'énergie et les

talents des femmes, qui représentent la moitié des membres de toute société.

Cette Conférence a montré que nous sommes tous résolus à contribuer à ce processus afin de remettre les efforts de développement sur la bonne voie. Le moment est désormais venu d'intensifier nos efforts actuels et de laisser parler nos actions.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de l'Albanie.

**M. Neritani** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'emblée m'associer aux autres orateurs pour remercier le Président de l'Assemblée générale, les cofacilitateurs et les délégations d'avoir déployé des efforts inlassables pour rapprocher progressivement des vues et opinions divergentes et trouver un consensus qui a permis d'aboutir à la production du document final (A/CONF.214/30).

Mon pays souscrit sans réserve à la déclaration faite au nom de l'Union européenne à laquelle je souhaiterais ajouter quelques observations.

D'une manière générale, les problèmes sont graves et multidimensionnels car cet effondrement économique et financier est l'un des plus profonds de l'histoire, et il menace de réduire à néant les progrès réalisés tout récemment vers la réalisation des objectifs de développement. La crise a eu des répercussions mondiales, car les problèmes que pose la mondialisation dans un monde de plus en plus interdépendant n'ont pas été correctement gérés. Ce sont ces prémisses qui nous ont réunis ici pour que nous cherchions des solutions pratiques à la crise, réduisions les risques et nous attachions sérieusement à remettre nos économies respectives sur la bonne voie.

La formulation et l'application de normes internationales pourraient accroître le pouvoir des institutions financières internationales. Si on ne s'en occupe pas, cette tendance risque de devenir rigide et moins adaptable, en particulier si les multiples règles des États souverains qui rivalisent de leur côté pour être compétitifs sur les marchés mondiaux ne sont pas adaptées. L'approche nationale est toujours une bonne solution. Les plans d'action nationaux, en large consultation avec la société en général et le secteur privé, sont déterminants et indispensables à notre réaction collective au niveau mondial. La voix et le degré de représentation des pays émergents et des pays

en développement doivent être pris en compte de manière équitable et réaliste.

L'Organisation des Nations Unies dispose de l'autorité légitime pour nous rassembler afin de débattre de questions importantes et de prendre effectivement des décisions. En tant que Membres, nous partageons tous la responsabilité de permettre à notre institution de mieux s'acquitter de ses obligations. L'Organisation des Nations Unies dispose de ses propres avantages comparatifs institutionnels dans l'architecture actuelle. Elle peut avoir un poids considérable si nous poursuivons avec sérieux les réformes qui s'imposent.

Un des éléments essentiels demeurera la responsabilité des États Membres en ce qui concerne leur propre développement et leur prise en main de ce développement. C'est avec cela à l'esprit que l'Albanie a mis en œuvre avec succès l'initiative Unité d'action des Nations Unies. En apportant notre contribution à la réforme de l'ONU en général, nous poursuivons dans le même temps notre objectif de rejoindre l'Union européenne et de faire économiser du temps et des ressources financières à nos partenaires nationaux et internationaux.

L'Albanie a été épargnée par les premiers effets directs de la crise internationale car le pays bénéficie d'une certaine protection naturelle en raison de marchés financiers moins développés et moins intégrés et à un bien moindre niveau d'endettement des ménages et des entreprises. Nous continuons de connaître une croissance économique positive. Cependant, il apparaît désormais clairement que la

poursuite de l'intégration financière et de la mondialisation de l'économie pourrait ne pas suffire à atténuer les risques résultant d'une croissance économique moins diversifiée, d'une trop grande dépendance à l'égard des envois de fonds des migrants, d'une mauvaise connaissance de la culture de la gestion des risques de la part des institutions financières et d'autres agents économiques, et de la marge de manœuvre limitée des autorités publiques pour mettre en place des mesures financières semblables à celles qui sont mises en œuvre dans les pays développés.

L'Organisation des Nations Unies demeure indispensable pour aider les pays en développement et promouvoir le développement durable dans tous ses aspects. L'idée de coopérer avec d'autres institutions mondiales pour créer un mécanisme mondial de suivi et de détection des vulnérabilités en temps réel pour protéger les plus pauvres et les plus vulnérables mérite d'être appuyée comme il se doit et d'être mise en œuvre.

Créer un tel élan politique est notre réponse collective visant à faire face aux incidences de la crise sur le développement et à éviter que celle-ci ne se reproduise de nouveau. La réforme de nos gouvernements et institutions respectifs pour qu'ils soient mieux à notre service et tiennent un rôle de direction au niveau national, en tant qu'élément le plus important de tout action mondiale commune, peut permettre de transformer cette énergie politique en élan pour tenir plus d'engagements et prévenir les risques futurs.

*La séance est levée à 12 h 5.*